



Ville de
Chantilly
Ville d'Art et d'Histoire

Affaire suivie par
Christophe ALVARES
Tel. 03 44 62 42 06
courriel : c.alvares@ville-chantilly.fr

N/Ref : IW/FS/CA – liaison Roissy-Picardie - Avis communal
V/Ref : votre courrier du 18/09/2020 – Pôle foncier - 249

Objet : Projet de liaison Roissy-Picardie
Avis de la commune de Chantilly

Monsieur Amaury de SAINT-QUENTIN
Préfet du Val d'Oise
DDT - Service Urbanisme et de
l'Aménagement Durable
5, Avenue Bernard Hirsch
CS 20105
95010 CERGY-PONTOISE CEDEX

Chantilly, le 20 novembre 2020

Monsieur le Préfet,

Par courrier daté du 18 septembre 2020, reçu en mairie le 23 septembre dernier, vous avez saisi la ville de Chantilly, au titre des dispositions du code de l'Environnement, pour un avis sur le projet de liaison ferroviaire Roissy-Picardie.

Par la présente, je vous informe que la ville de Chantilly émet un avis favorable à la création de ce barreau ferroviaire mais souhaite vous faire part de remarques sur les aménagements prévus en gare de Chantilly/Gouvieux. Elle demande également que ces éléments soient mis à disposition du public dans le cadre du futur dossier d'enquête publique.

Pour rappel, ce projet prévoit sur la gare de Chantilly/Gouvieux plusieurs types d'aménagements. Il s'agit de la création d'une quatrième voie circulaire à 160 km/h, d'un 3^{ème} quai (central), de réductions et de rallongements des quais existants et du prolongement du passage souterrain existant au Sud du quai N°2. L'étude du projet indique que ces aménagements sont prévus en phase N°2 « *prévus à une horizon ultérieure... fonctionnalités nécessaires qu'à long terme* », la phase N°1 (partie principale du projet) étant prévue pour une exploitation en 2025.

La ville de Chantilly demande donc à quel stade du projet seront actés définitivement les aménagements envisagés en gare de Chantilly/Gouvieux et quel sera alors le calendrier de mise en œuvre ?

Sur la nature des documents, il s'agit de schémas de principe et d'orthophotographies qui ne permettent pas d'apprécier réellement les impacts des futurs aménagements sur les emprises foncières concernées. Des précisions graphiques, rapportées à la situation constatée in situ, sont donc nécessaires.

En matière d'occupation foncière, l'étude indique que ces futurs aménagements ferroviaires prennent en compte les dernières évolutions urbaines du quartier de la gare, d'une part vis-à-vis des opérations immobilières achevées ou celles en cours de livraison mais, également, en compatibilité avec les dispositions réglementaires de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation « OAP Gare » édictées dans le Plan Local d'Urbanisme.

Toutefois, il est précisé que le PLU de Chantilly doit faire l'objet d'une mise en compatibilité, conséquence de la présence d'un alignement d'arbres imposé au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme. La commune fait remarquer que cet alignement ne semble pas être implanté sur la parcelle AI N°301, supportant les aménagements mais plutôt en limite des parcelles AI N°309, 310 et 311. La présence de cet alignement végétal à planter et/ou à conforter relève d'une volonté municipale de créer un écran d'arbres entre les constructions et les infrastructures ferroviaires. Il s'agit également d'une prescription forte de Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France. Des précisions complémentaires, notamment sur l'emprise foncière définitive des aménagements, sont donc nécessaires sur ce point. Cela permettra de vérifier si une procédure de mise en compatibilité de l'actuel document d'urbanisme est effectivement nécessaire.

Plus globalement en matière de planification, la ville de Chantilly demande que le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique inscrive et prenne en compte l'ensemble des dispositions inscrites dans le plan d'actions du Pôle d'échanges Multimodal (PEM), en particulier en matière de liaisons souterraines à créer et/ou à prolonger et d'espaces publics à requalifier (parvis de la gare, réhabilitation de la gare routière, ...).

Sur la question des enjeux des aménagements ferroviaires, la ville de Chantilly confirme que, même s'ils s'inscrivent dans un espace déjà urbanisé, ils doivent tenir compte du tissu urbain existant, de la dimension touristique de la commune, des problématiques acoustiques et vibratoires, du respect de l'environnement et de la qualité du paysage et du patrimoine avoisinant. Les effets induits par l'exploitation des futurs aménagements ferroviaires devront être encadrés par des mesures spécifiques et adaptées au contexte cantilien.

Les impacts sur le milieu naturel devront également faire l'objet d'études préalables et d'évaluations continues particulièrement concernant les eaux souterraines et superficielles et les espaces naturels environnants protégés au titre des classements écologiques type Natura 2000, ZNIEFF, ...

Pour les futures installations techniques du type caténaires, lignes électriques,... il sera recherché une intégration urbaine dans le respect des servitudes d'utilités publiques définies dans le PLU et qui sera à traiter en liaison avec l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Oise (UDAP). Cette intégration sera complétée par un volet paysager qui visera à maintenir et à développer cette ambiance végétale autour de la gare. Dans l'attente du calendrier de la phase N°2, la commune demande que les arbres existants sur la parcelle AI N°301 soient conservés. En matière d'autorisations d'urbanisme, toute intervention sur le patrimoine végétal identifié au PLU devra faire l'objet d'une déclaration en mairie, comme tous les travaux entrant dans le champ d'application du code de l'urbanisme.

S'agissant des conséquences acoustiques, l'étude indique que la 4^{ème} voie n'entraîne pas d'augmentation des nuisances. Or, parallèlement, il est précisé que cette 4^{ème} voie pourra supporter du matériel roulant pouvant circuler jusqu'à 160 km/h. Dans ces conditions, la commune demande qu'une étude spécifique soit menée pour évaluer précisément les conséquences de cette nouvelle exposition au bruit pour les riverains et si une révision de l'arrêté du Préfet de l'Oise daté du 30/08/2018 relatif au classement sonore et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans le secteur de référence (infrastructure de catégorie N°2 - largeur de 250m) est nécessaire.

Sur les effets des vibrations en phase d'exploitation, le dossier évoque la possibilité de mettre en œuvre des mesures d'atténuation après réalisation d'études. La ville de Chantilly demande que toutes les dispositions en amont soient prises pour évaluer le plus finement possible ces effets sur les constructions riveraines, si possible, dans un périmètre élargi et que des mesures d'atténuation soient bien prévues et intégrées au dossier d'enquête publique. Il en va de même pour les questions relatives à la qualité de l'air et aux perturbations électromagnétiques.

S'agissant des conséquences relatives à l'augmentation de la volumétrie du trafic avec l'ajout de TGV et de TER en liaison avec Roissy, l'étude ne donne pas d'indications, ni sur les effets acoustiques, ni sur les effets vibratoires et ni sur le cadencement des trains dont la régularité est déjà très fortement sinistrée. Dans ces conditions, la commune demande que des précisions soient apportées avec des mesures proposées pour réduire les effets acoustiques et vibratoires sur les habitations de ses riverains. S'agissant de la régularité du trafic voyageurs, la commune demande qu'une étude soit réalisée et intégrée au dossier d'enquête publique afin de garantir le maintien du cadencement actuel pour les liaisons avec Paris en distinguant la période de travaux de la période d'exploitation.

En phase travaux, une concertation à destination des riverains et des usagers devra être menée en partenariat avec la collectivité afin que toutes les problématiques des différentes phases du chantier soient discutées avant le démarrage des travaux. A cet effet, les entités SNCF Réseau et SNCF Gares&Connexion prendront attache auprès de la commune pour travailler sur les modalités de cette concertation. Une attention toute particulière sera également apportée lors des phases de chantier, notamment de nuit et au maintien de la circulation des trains. Les restrictions de voirie potentiellement nécessaires seront discutées avec la collectivité très en amont, comme les éventuelles demandes d'occupation du domaine public communal.

Plus largement, l'intermodalité de la gare (trains, gare routière, taxis, vélos, piétons...) devra être maintenue dans les meilleures conditions possibles.

Mes services restent à la disposition des vôtres pour tous renseignements utiles ou toutes précisions complémentaires permettant la bonne prise en compte du présent avis.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de ma considération distinguée.



Isabelle WOJTOWIEZ
Maire de Chantilly